



Projet d'Appui au Développement de l'Élevage Pastoral dans l'Espace Ennedi-Wadi Fira à l'Est du Tchad - PADEP (PASTOR EST-NORD)

RAPPORT ANNUEL

Période : 01/12/2020-30/11/2021

Table des matières

Liste des acronymes utilisés dans le rapport	3
1. Description	Error! Bookmark not defined.
2. Évaluation de la mise en œuvre des activités de l'action..	Error! Bookmark not defined.
2.1 Résumé de l'action.....	Error! Bookmark not defined.
2.2 Résultats et Activités	11
3. Bénéficiaires/entités affiliées et autre coopération.....	32
4. Visibilité.....	33

Liste des acronymes utilisés dans le rapport

ACRONYMES	SIGNIFICATION
ACP	Assistants au Chef de Projet
APEF	Aires Protégées des Ecosystèmes Fragiles
APIDEL	Association pour la Promotion des Initiatives de Développement Local
AP	Appel à Proposition
ATP	Assistant Technique Provincial
BAPE	Bureau d'Appui à l'Agriculture et à la Protection de l'Environnement
CDA	Comité Départemental d'Actions
CGOHP	Comités de Gestion des Ouvrages d'Hydrauliques Pastorales
CGOP	Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux
COGES	Comité de Gestion
CMT	Conseil Militaire de Transition
CSO	Comité de Suivi Opérationnel
CLA	Comité Local d'Actions
CPA	Comité Provincial d'Actions
CTSR	Comité Technique du Secteur Rural
DPE	Délégués Provinciaux de l'Elevage
FED	Fonds Européen de Développement
GERTS	Gestion des Eaux de Ruissellement dans le Tchad Sahélien
IRED	Institut de Recherche en Elevage pour le Développement
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
MEPA	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales
OHP	Ouvrages Hydrauliques Pastoraux
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
PASTOR	Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral
POROA	Projet Ouadi Rimé Ouadi Achim
PREPAS	Programme de Renforcement de l'Elevage Pastoral
RAS	Rien à Signaler
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RNCE	Réserve Nationale et Culturelle de l'Ennedi
SNDP	Stratégie Nationale de Développement Pastoral
SPDP	Stratégie Provinciale de Développement Pastoral
STD	Services Techniques Déconcentrés
UE	Union Européenne

1. Description

- 1.1. Nom du coordinateur du contrat de subvention : CARE Österreich (CARE Autriche)
- 1.2. Nom et fonction de la personne de contact : William Renoux, Chargé de Programmes
- 1.3. Nom du/des bénéficiaire(s) et de l'/des entité(s) affiliée(s) de l'action : CARE International au Tchad, IRED, BAPE, APIDEL.
- 1.4. Intitulé de l'action : « Appui au développement de l'élevage pastoral dans l'espace Ennedi-Wadi Fira à l'est du Tchad »
- 1.5. Numéro du contrat : FED/2018/399-058
- 1.6. Date de début et date de fin de la période de référence : 01/12/2020-30/11/2021
- 1.7. Pays ou région(s) cible(s) : TCHAD Ennedi Est ; Wadi Fira ; Ennedi ouest.
- 1.8. Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles¹ (si différents) (y compris le nombre de femmes et d'hommes) : Les groupes cibles de l'action regroupent 3 000 Ménages Pasteurs (2 700 jeunes (18 à 25 ans) ; 6 885 femmes ; 8 415 hommes), 3 000 Ménages Agropasteurs (2 880 jeunes (18 à 25 ans) ; 7 620 femmes ; 7 500 hommes). De plus, 3 Comités Provinciaux d'Action (CPA), 7 Comités Départementaux d'Action (CDA), 26 Comités Locaux d'Action (CLA), 150 Organisations Paysannes (OP) et 4 Fédérations feront aussi partie des groupes cibles du PADEP.
- 1.9. Pays dans le(s)quel(s) les activités sont réalisées (si différent du point 1.7) : Tchad

2. Évaluation de la mise en œuvre des activités de l'action

2.1. Résumé de l'action

Veillez fournir un aperçu d'ensemble de la mise en œuvre de l'action pendant la période de référence (pas plus d'1/2 page).

L'action intitulée « Projet d'Appui au Développement de l'Elevage Pastoral dans l'Espace Ennedi-Wadi Fira à l'Est du Tchad - (PADEP) » mise en œuvre dans trois provinces a pour objectif de sécuriser les hommes, les femmes et les jeunes pasteurs et agro-pasteurs dans la gestion et l'exploitation durable des ressources agro-pastorales dans les zones frontalières de l'Est du Tchad". Elle concentre à cet effet ses activités autour de quatre grands résultats, que sont :

- ✓ (R1) Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation provinciale du développement pastoral dans une optique de gestion concertée des ressources naturelles, sont renforcées ;
- ✓ (R2) Des documents stratégiques et réglementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles sont élaborés ;
- ✓ (R3) La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale ;
- ✓ (R4) Une stratégie de sortie pour la durabilité des ouvrages hydrauliques construits et/réhabilités est mise en place.

¹ Les « groupes cibles » sont les groupes/entités pour lesquels le projet aura eu un apport direct et positif au niveau de l'objectif du projet, et les « bénéficiaires finaux » sont ceux qui bénéficieront du projet à long terme au niveau de la société ou d'un secteur en général.

La mise en œuvre du projet a été marquée par plusieurs événements dont l'attaque des groupes rebelles en provenance de la Libye ayant provoqué la mort tragique du Marechal du Tchad lors d'un combat (avril 2021). Ce drame était arrivé alors que le président venait à peine d'être réélu pour un sixième mandat. Cette situation a eu pour conséquence, l'instauration d'un Conseil Militaire de Transition (CMT) au pouvoir pour une période transitoire de dix-huit mois allant de fin avril 2020 octobre 2022. Les mécanismes institutionnels et politiques de la République sont régis désormais par une charte, dite « charte de transition ». Sur d'autres plans sécuritaires, l'on avait noté quelques cas de braquages de véhicules et des vols à mains armées de façon sporadique. Durant cette période, les équipes du projet n'ont pu réaliser les activités avec les groupes cibles, en particulier dans les deux provinces de l'Ennedi, où les populations, anxieuses, préféraient rester chez elles par peur de futurs troubles. Par ailleurs la communauté dont est issu le Président défunt observait alors une période de deuil traditionnelle empêchant tout engagement avec elles. Les chronogrammes établis ont de ce fait connu un retard d'un mois et demi dans leur mise en œuvre qui a pu être en grande partie récupéré.

Le contexte du sous-espace Est Nord de la composante 4 a été marqué par une longue période de transition, durant laquelle la mission de Care International au Tchad est passé du leadership de Care Canada à celui de Care Etats Unis. Cette transition a entraîné un réexamen et une réadaptation des procédures logistiques et finances pour une plus grande qualité et efficacité obligeant à ajuster en conséquence les dossiers de PADEP à ces nouvelles procédures. A la fin de la période rapportée, le projet a déjà pu opérer cette transition.

Les principaux faits marquant de cette troisième année de mise en œuvre sont entre autres :

- ✓ L'élaboration des DAO des ouvrages à construire ou réhabiliter, passation des marchés et la signature de contrats de travaux ;
- ✓ Le recrutement d'un bureau de contrôle pour les suivis de travaux ;
- ✓ La réalisation des études diagnostiques des puits à réhabiliter, des études géophysiques et des forages de reconnaissance des puits neufs ;
- ✓ La construction des ouvrages pastoraux (construction des puits neufs, la pose des balises pour les tronçons d'axes de transhumance et les aires de stationnement) ;
- ✓ L'organisation des ateliers de concertation pour la définition des règles de gestions et d'utilisation des infrastructures et de leur espace environnant (accords sociaux et conventions locales) ;
- ✓ La poursuite des activités de recherche-action en soins vétérinaires traditionnels et de l'étude du système d'abreuvement avec citerne ;
- ✓ La production des documents des états de lieux départementaux des ressources pastorales,
- ✓ L'organisation des ateliers d'échanges et de validation des états de lieux départementaux des ressources pastorales ;
- ✓ Finalisation des analyses genres.

En plus de cela, le projet a procédé au recrutement d'un nouveau assistant au chef de projet en remplacement de l'ancien parti pour des raisons de santé et de nouveaux animateurs pour renforcer l'équipe d'APIDEL conformément aux recommandations et la prévision faites à l'occasion de la deuxième révision du projet. Une demande d'extension sans coûts additionnels de trois mois sur le délai de la mise en œuvre a été soumise à l'Ordonnateur National pour pallier les retards accusés dans la mise en œuvre des activités, en particulier sur les actions concernant la stratégie de sortie.

En vous référant à la matrice-cadre logique² à jour (voir le point 2.3 ci-dessous), veuillez décrire et commenter la mesure dans laquelle le ou les résultats sont obtenus, si pertinent à ce stade, ainsi que la probabilité que la ou les cibles finales liées aux résultats soient atteintes à la fin de l'action.

Les résultats obtenus sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1 : les résultats obtenus

² La terminologie utilisée (résultats, extrants, indicateurs, etc.) est définie dans le modèle de matrice-cadre logique, joint aux lignes directrices à l'intention des demandeurs (annexe e3d).

Résultats attendus	Activités prévues	Activités réalisées	Taux de réalisation	Observations (réalisation de chaque activité prévue/perspective)
Résultat 1. Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation provinciale du développement pastoral dans une optique de gestion concertée des ressources naturelles, sont renforcées	A1.1 : Ateliers d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action ;	Cette activité de l'année 2 a consisté à sensibiliser les principaux acteurs (agriculteurs, éleveurs et autorités) sur l'importance de l'action et recueillir aussi leurs doléances et orientations, à cet effet : - Des ateliers de lancement du projet au niveau des chefs lieu des trois provinces ; - Des rencontres au niveau des départements sont organisées pour rencontrer les préfets, les membres des CLA, CDA et CPA les autorités traditionnelles, les agents des services techniques et les représentants de la société civile (73) ; - Des séances de présentation du PASTOR dans les principales zones de concentration au niveau de chaque commune, et/ou de chaque village, ferick.	100%	Au total en année 2, 107 ateliers d'information et de sensibilisation ont été organisés et ayant tous les bénéficiaires ainsi que les comités d'action (03 CPA, 14 CDA et 56 CLA). Les groupes cibles sont informés et sensibilisés sur l'action à 100%.
	A1.2 : Ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale ;	Renforcement des capacités des acteurs locaux en gestion des ressources naturelles pastorales	30%	Les besoins en renforcement de capacité sont identifiés et les modules de formation élaborés, les TdR validés et un formateur est retenu pour la mise œuvre d'ici janvier 2022.
	A1.3 : Sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation	Cette activité n'a pas été planifiée au cours de la période couverte par le présent rapport	0%	L'activité est programmée au cours du premier trimestre en cours

	A1.4 : Réalisation des analyses genres ;	Une analyse genre a été conduite dans les 03 provinces	100%	L'analyse a été complétée et le rapport en phase de validation.
Résultat 2 : Des documents stratégiques et réglementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles sont élaborés	A.2.1: Appui à l'élaboration d'une stratégie de développement pastoral par Province	1. Etat des lieux et Diagnostic de l'organisation traditionnelle et moderne ; 2. Organisation des ateliers départementaux d'échanges et de validation des synthèses des états de lieu des ressources pastorales.	100% 40%	1. Les étapes préalables de la SPDP ont été poursuivies et finalisées dans les trois provinces à travers 8 ateliers de diagnostics (4 APIDEL ; 4 BAPE) et l'élaboration de la synthèse départementale en vue de leur validation en ateliers multi acteurs. 2. Quatre (04) sur dix (10) ateliers départementaux prévus sont déjà exécutés. Les six autres ateliers départementaux seront exécutés dès le premier trimestre de l'année 4.
	A.2.2: Appuyer le processus d'élaboration, validation et de vulgarisation des conventions locales relatives à la gestion des réserves et autres espaces potentiellement conflictuels	10 conventions locales de gestion concertée des ressources naturelles dont deux relatives aux réserves (RNCE et RFOROA) et à leurs zones périphériques, ainsi que deux conventions particulières qui seront proposées après une recherche action sur l'utilisation de citernes pour l'abreuvement du bétail.	0%	Cette activité n'a pas été planifiée au cours de la période couverte par le présent rapport. Elle sera exécutée pendant le trimestre en cours
	A.2.3: Etude du système d'abreuvement avec citerne	Élaboration de la méthodologie, questionnaires et guides d'entretien ;	80%	La collecte des données dans la zone du projet est terminée, il reste

				les derniers ateliers en vue de la collecte des données complémentaires pour la production du rapport final de l'étude.
Résultat 3 : La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale	A3.1 : Etudes hydrogéologiques en vue de l'implantation de puits ;	<ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des études hydrogéologiques pour la construction des puits pastoraux ; - Réalisation d'une étude diagnostique pour la réhabilitation des puits. 	100%	Les études ont été réalisées en totalité ; le rapport est partagé.
	A.3.2: Accompagnement des instances locales dans l'établissement des accords sociaux sur les sites prioritaires d'implantation de points d'eau et de tronçons des couloirs à baliser;	<p>Les activités suivantes ont été réalisées dans ce cadre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des commissions de concertation ; - Elaboration des PV de consentement autour des ouvrages - Identification des règles de gestion des ouvrages 	75%	Au total, 27 commissions de concertation ont été appuyées dans l'identification des règles de gestion de leurs ouvrages respectifs. Les textes régissant les accords sociaux sont en cours d'élaboration.
	A.3.3: Construction/réhabilitation de puits pastoraux ;	<p>1. Construction des puits pastoraux neufs : organisation des ateliers d'identification et de validation ; études géophysiques puis l'élaboration des DAO ; passation des marchés, recrutement d'un bureau de contrôle pour le suivi de travaux ; forage de reconnaissance et amorce de travaux de cuvelage.</p> <p>Le niveau d'avancement des travaux se présente comme suit en cette période de</p>	<p>48.07 %</p> <p>40%</p>	En perspective, on peut noter la poursuite de finition de travaux de cuvelage, la construction de structures connexes ainsi que la réception et remise officielles des ouvrages aux bénéficiaires.

	<p>rapportage : 03 sur 05 puits sont en cours de fonçage et de cuvelage avec des profondeurs variant entre 12 et 15 m.</p> <p>2. Réhabilitation des puits pastoraux défectueux : organisation des ateliers d'identification et de validation des sites et suivi de diagnostic des puits à réhabiliter, recrutement d'un bureau de contrôle pour le suivi de travaux, l'élaboration des DAO, la passation des marchés, etc.</p>		<p>Il reste le démarrage, suivi et finition des travaux de réhabilitation des puits pastoraux, réception et remise officielles des ouvrages aux bénéficiaires.</p>
A.3.4: Balisage/réhabilitation de couloirs et d'aires de stationnement ;	<p>L'organisation des ateliers d'identification et de validation des sites et suivi de diagnostic des puits à réhabiliter, l'élaboration des DAO, recrutement d'un bureau de contrôle pour le suivi de travaux, la passation des marchés, fabrication et pose des balises, etc. le niveau de travaux se présente comme suit : 1 393 sur 1 500 balises sont fabriquées. Les balises ont été posées sur un tronçon de 32 kilomètres, sur un total de 150 kilomètres. Le taux d'exécution actuel est estimé à 70.8%.</p>	70.80%	<p>Suivi et finition des travaux de balisage de couloir et aire de stationnement ainsi que la réception et remise officielles des ouvrages aux bénéficiaires.</p>
A.3.5: Appui au dispositif de la santé animale	<p>1. Réalisation de l'étude sur la pharmacopée traditionnelle vétérinaire : étude réalisée et rédaction du rapport en cours</p>	<p>95%</p> <p>0 %</p> <p>0 %</p>	<p>Le contenu du rapport après validation par un comité <i>ad hoc</i> permettra d'élaborer le manuel de formation des</p>

		<p>de relecture chez l'ATP.</p> <p>2. Elaboration d'un manuel des auxiliaires en pharmacopée traditionnelle ;</p> <p>3. Formation des axillaires mixtes (en partenariat avec PREPAS).</p> <p>4. Livraison de 19 kits d'auxiliaire de l'élevage en kit à IRED</p>		auxiliaires vétérinaires mixtes.
Résultat 4 : Une stratégie de sortie pour garantir la durabilité des ouvrages construits/réhabilités est mise en place.	A.4.1 Mise en place et formation des Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux (CGOP)	Cette activité n'a pas été planifiée au cours de la période couverte par le présent rapport (l'activité A.3.2 n'est pas encore finalisée).	RAS	Les comités de gestion (COGES) seront mis en place pour chaque OHP dès la signature des l'obtention des accords sociaux
	A.4.2 Formation/recyclage des artisans des Ouvrages Hydrauliques	<p>1. Identification des artisans réparateurs des Ouvrages hydrauliques ;</p> <p>2. Formation des artisans réparateurs des Ouvrages hydrauliques ;</p> <p>3. Dotation des artisans réparateurs des Ouvrages hydrauliques en Kits de petits matériels d'entretien de puits ;</p> <p>4. Suivi des activités des artisans réparateurs des Ouvrages hydrauliques formés.</p>	<p>100 %</p> <p>0%</p> <p>0%</p> <p>0%</p>	La formation, la dotation en matériel et le suivi seront exécutés en année 4 du projet.
	A.4.3 Initiation d'un réseau d'entretien	Cette activité n'a pas été planifiée au cours de la période couverte par le présent rapport	0%	Planifiée pour l'année 4 du projet.

Veillez indiquer si la logique d'intervention est encore valable et justifier tout changement possible.

D'un point de vue opérationnel, la logique d'intervention du consortium reste toujours valable en 2021 car aucun réajustement stratégique majeur n'a été opéré. Pour rappel, celle-ci s'articule autour des trois piliers du pastoralisme, que sont l'Homme, l'Environnement et le Cheptel, dans une logique de gestion concertée et règlementée du territoire, de développement communautaire, et soutenu par un dialogue multi-acteurs cohérent et permanent au sein d'instances de concertation en développement pastoral.

En dernière année du projet et dans le cadre du document révisé et pour mieux accompagner les ouvrages, une stratégie de sortie devant garantir la durabilité des ouvrages sera mise en place, avec comme principalement tâche la mise en place des Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux (CGOP) formés, la formation et l'équipement des artisans réparateurs (puisatiers) ainsi que la mise en relation de l'ensemble des artisans avec plusieurs CGOP.

Enfin, la recherche de synergie et de partenariat avec les programmes et projets existants dans la zone d'intervention (PREPAS, APN, POROA, etc.) a été poursuivie durant cette période du rapport et continuera en 2022. Ceci permet d'éviter par exemple des doublons et de réaliser des actions complémentaires. Cette bonne expérience, c'est manifesté lors de la conduite des travaux de concertations parallèles ayant abouti à l'identification des sites futurs de réalisation des ouvrages.

Veillez indiquer toute modification qui devrait être apportée à la matrice-cadre logique et expliquer brièvement pourquoi [l'explication complète doit figurer dans la section suivante sous le point adéquat (résultats, extrants, activités)].

Un travail de révision du chronogramme du projet PASTOR Est Nord a été réalisé lors du trimestre 04 de l'année de rapportage encours en vue de la soumission d'une demande d'extension (Annexe 1) sans coûts additionnels de trois mois pour pallier les retards accusés dans la mise en œuvre des activités en particulier sur les actions concernant la stratégie de sortie. Cette demande qui concerne la mise en œuvre efficace de la stratégie de sortie est annexée au présent rapport.

2.2. Résultats et Activités

Comment évaluez-vous les résultats obtenus jusqu'à présent ? Incluez vos observations sur l'exécution et la réalisation des extrants, des résultats et des incidences et indiquez si l'action a eu des résultats positifs ou négatifs inattendus.

Pour les résultats : commenter le niveau actuel des indicateurs correspondant au résultat et expliquer tous les changements intervenus, principalement les éventuelles contre-performances ; veillez-vous référer aux hypothèses du cadre logique.

Résultat 1 :

Les activités relevant du résultat 1 concernent principalement les activités d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action, de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale, sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation et la réalisation des analyses genres. Le tableau N°1 décrit le niveau de réalisation des indicateurs.

Tableau N°1. Taux de réalisation des indicateurs du résultat 1.

Code_Activité	Description	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux d'exécution (%)	Pondération	Taux de réalisation
R1.1	Ateliers d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action	Atelier	107	107	100%	12	100%

R1.2	Ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale	Atelier	10	0	0%	3	0%
R1.3	Sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation	Séance	3	0	0%	3	0%
R1.4	Réalisation des analyses genres	Rapport	1	1	100%	2	10%
Sous-total						20	70%

Le résultat 1 a atteint un taux de réalisation de 70% depuis le démarrage du projet. Les activités R1.1 et R.1.4 ont chacun un taux de réalisation de 100%. Cependant : l'activité R.1.2 en phase de lancement sur terrain (leaders concernés par la formation sont identifiés, TdR validés, module de formation élaborée et validée, consultant recruté) et l'activité R1.3 est cours de préparation.

Résultat 2 :

Le niveau de réalisation des activités de ce résultat est faible et peut être estimé à 14% par rapport aux activités programmées. Le reste du travail consiste en la finalisation du processus d'identification des participants aux différents ateliers de concertations autour de l'élaboration des stratégies provinciales. La réalisation va être accélérée à partir du deuxième trimestre de l'année 4 du projet.

Tableau N2°. Taux de réalisation des indicateurs du résultat 2

Code_A ctivité	Description	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux d'exécution (%)	Pond ération	Taux de réalisatio n
R2.1	Appui à l'élaboration d'une stratégie de développement pastoral par Province	Docum ents SPDP	3	0	0%	20	0%
R2.2	Appuyer le processus d'élaboration, validation et de vulgarisation des conventions locales relatives à la gestion des réserves et autres espaces potentiellement conflictuels	Conve ntion locale	10	0	0%	10	0%
R2.3	Etude du système d'abreuvement avec citerne	Etude	1	1	100%	5	14%
Sous-total						35	14%

Les activités R. 2.3 ont été exécutées à 100%. Tandis qu'au niveau du R2.1, des étapes importantes ont été franchies dans le processus de mise en œuvre de cette activité. Parmi les acquis, on peut citer entre autres la production de 18 documents d'états de lieux départementaux des ressources pastorales, et l'organisation de 04 ateliers d'échanges et de validation des états de lieux départementaux des ressources pastorales sur les 10 prévus dans le cadre de cette action.

Concernant l'activité R.2.2, elle n'a pas été planifiée dans la période.

Pour l'activité concernant l'étude du système d'abreuvement avec citerne (R.2.3), au cours de la période, une enquête complémentaire aux travaux déjà réalisés a été effectuée. Ce travail du résultat R.2.3. a porté sur les techniques de fabrication et le mode d'application, les techniques de soin et de prévention, les raisons d'abandon de cette médecine par les éleveurs et les tradipraticiens et aussi d'évaluer les problèmes de santé.

Résultat 3 :

Les activités en lien avec ce résultat ont un taux de réalisation d'environ 20%. Toutes les études prévues dans la rubrique ont été réalisées (R.3.1 et R.3.5) et les travaux de construction des ouvrages sont bien avancés (R.3.3 et R.3.4). C'est au début du premier trimestre de 2022 que la plupart des travaux seront achevés et le niveau des indicateurs du résultat sera atteint.

Tableau N°3. Taux de réalisation des indicateurs du résultat 3.

Code Activité	Description	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux d'exécution (%)	Pondération	Taux de réalisation
R3.1	Etudes hydrogéologiques en vue de l'implantation de puits	Etude hydrogéologique	2	2	100%	3	9%
R3.2	Accompagnement des instances locales dans l'établissement des accords sociaux sur les sites prioritaires d'implantation de points d'eau et de tronçons des couloirs à baliser	Accord social	61	0	0%	4	0%
R3.3	Construction/réhabilitation de puits pastoraux	Puits neufs	5	0	0%	10	0%
		Puits à réhabiliter	10	0	0%	5	0%
R3.4	Balisage/réhabilitation de couloirs et d'aires de stationnement	Tronçon de couloir (Km)	150	32	21%	5	3%
		Aires de stationnement	6	0	0%	1	0%
R3.5	Appui au dispositif de la santé animale	Etude pharmacopée	1	1	100%	3	9%
		Elaboration de manuel	1	0	0%	2	0%
		Formation des auxiliaires mixtes	30	0	0%	2	0%
Sous-total						35	20%

Résultat 4 :

Sur ce résultat, il est question des activités concernant la stratégie de sortie, en dehors de l'identification totale des artisans réparateurs faite dans les 03 provinces, tout le reste suit le rythme de mise en place des ouvrages plus particulièrement les puits à réhabiliter où ces derniers profiteront pour faire les travaux pratiques.

Pas d'actions effectuées sur les deux activités à savoir la mise en place et la formation des comités de gestion des ouvrages pastoraux et initiation d'un réseau d'entretien.

Tableau N°4. Taux de réalisation des indicateurs du résultat 4

Code_A ctivité	Description	Unité	Quantité prévue	Quantité réalisée	Taux d'exécution (%)	Pondération	Taux de réalisation
R4.1	Mise en place et formation des Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux (CGOP)	Comité de gestion des ouvrages	1	0	0%	4	0%
R4.2	Formation/recyclage des artisans des Ouvrages Hydrauliques	Artisan réparateur	12	0	0%	4	0%
R4.3	Initiation d'un réseau d'entretien	Réseau d'entretien	1	0	0%	2	0%
Sous-total						10	0%

R1 : Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation régionale du développement pastoral et sensibilisation à la gestion durable des terres et aux mesures de réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques, sont renforcées

A.1.1. Ateliers d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action

Cette activité a été déjà bouclée et rapportée en année 2 du projet.

A.1.2. Ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale

Le projet entend par cette activité de renforcer techniquement et méthodologiquement les Comités Provinciaux d'Action (CPA), les Comités Départementaux d'Action (CDA), et les Comités Locaux d'Action (CLA) afin d'assurer une gestion concertée des ressources naturelles et d'animer les ateliers de concertation pour l'établissement d'un plan d'aménagement provincial et la déclinaison de la SNDP.

En ce qui concerne l'état d'avancement pour l'année 3, les besoins en renforcement de capacité des acteurs concernés sont identifiés et les modules de formation élaborés, les TdR validés et un formateur est retenu pour la mise œuvre d'ici janvier 2022. Cette activité a cependant connu plusieurs reports à cause de l'indisponibilité des formateurs sollicités pour sa mise en œuvre. Initialement il était prévu que l'Assistant Technique de PASTOR Est/Sud assure la conduite de ladite formation, mais arrivée un moment son calendrier ne lui avait plus permis de le faire. En ce moment, l'ancien ATP PASTOR Sud qui a les mêmes compétences que l'autre est sollicité pour intervenir sous forme de prestation.

A.1.3. Sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation

Cette activité n'est pas programmée dans la période de rédaction de ce rapport.

A.1.4. Réalisation des analyses genres

Durant cet exercice, l'équipe du projet a finalisé l'activité à travers la collecte et l'analyse des données sur les 02 provinces restantes à savoir l'Ennedi Est et Ouest. 03 ateliers ont été organisés à Kalait dans le département de Mourtcha, à Fada dans le département de Fada et à Bahaï dans le département de Wadi Hawar (cf tab N° 5).

Le draft du rapport est dans le circuit de validation.

Tableau N°5 : Nombre de participants et selon le genre par site

Sites	Participants	Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Dates
Kalait	20	6	2	10	2	17 au 18/11/2021
Fada	20	8	3	6	3	20 au 21/11/2021
Bahaï	20	5	2	8	5	23 au 24/11/2021
Total genre	participants par	19	7	24	10	

Pour rendre plus efficace la conduite des analyses genres, 15 staffs du projet ont été formés sur les différents outils y afférents. Cette formation a permis au staff de se familiariser avec les outils de collecte de données. Après ce renforcement des capacités, l'organisation des ateliers ont permis de collecter des données pertinentes.

L'analyse préliminaire des données de cette étude a permis de mettre en évidence : la faible participation des femmes aux instances officielles de prise de décisions à cause des facteurs socioculturels tels que l'âge, la religion, la classe sociale, les pressions économiques, les stéréotypes sexuels, le manque d'instruction et la faible alphabétisation. On note aussi que le volume et la quantité des tâches ménagères sont disproportionnés entre les hommes et les femmes Cette surcharge en termes de travaux et de temps consacrés ainsi que la pénibilité du travail des femmes et des filles est aussi une source du faible taux de scolarisation chez les filles via les mariages précoces.

Le rapport détaillé toujours en cours de rédaction sera partagé durant le premier trimestre 2022 avec les acteurs intervenants dans la zone du projet et les résultats de cette étude guideront les discussions et les décisions concernant les stratégies et les activités de CARE et ses partenaires pour soutenir les couches vulnérables (femmes, filles) en vue de l'intégration suivant la double approche : économique et sociale.

R.2 : Des documents stratégiques et règlementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles sont élaborés

A2.1: Appui à l'élaboration d'une stratégie de développement pastoral par Province

A travers cette activité, le projet est dans la dynamique d'accompagner les acteurs locaux dans l'élaboration de la stratégie provinciale de développement pastoral pour chacune des trois Provinces. L'activité devra à terme permettre la déclinaison de la Stratégie Nationale de Développement Pastoral (SNDP) en Stratégie Provinciale de Développement Pastoral (SPDP) à travers une démarche qui implique la participation de tous les acteurs concernés (les comités d'action, les autorités administratives et coutumières, les représentants des éleveurs et agriculteurs, les représentants des services techniques de l'Etat, les représentants des comités d'entente et gestion de conflits, les représentants des groupements agro-pastoraux...). Enfin, cette démarche, devra traduire pour chacune des provinces, une vision stratégique de l'évolution des pratiques pastorales selon les six (6) axes stratégiques de la SNDP qui sont :

- ✓ Axe 1 : Garantir l'eau en faveur du pastoralisme ;
- ✓ Axe 2 : Améliorer les services de soins aux animaux et de conseils aux éleveurs ;
- ✓ Axe 3 : Faciliter l'accès aux services sociaux de base ;
- ✓ Axe 4 : Développer la production animale et valoriser les produits de l'élevage ;
- ✓ Axe 5 : Améliorer la gouvernance du secteur pastoral ;
- ✓ Axe 6 : Prendre en compte la protection de l'environnement dans tous les axes.

A l'issu de cette formation, la collecte de données a permis de produire les documents provisoires d'état des lieux départementaux en vue d'accompagner la provincialisation de la SNDP dans la zone du projet. Ces documents de synthèse serviront de base aux discussions lors de la tenue des ateliers départementaux prévus en phase 2 du processus. Ces documents provisoires de capitalisation serviront de base aux discussions lors de la tenue des ateliers départementaux prévus en phase 2. Ils cerneront :

- ✓ Les grandes évolutions des systèmes agraires (historique, ressources agro-sylvo-pastorales et halieutiques, systèmes d'élevage, pratiques agricoles et sylvicoles, démarche d'appui) ;
- ✓ La situation et les enjeux en matière de sécurisation des élevages au niveau départemental et communal ;
- ✓ Les enseignements et les premiers éléments de recommandations à débattre et approfondir.

Préparation et organisation des ateliers d'échanges et de validation des états de lieux départementaux

• *Préparations des ateliers*

La préparation des ateliers est faite suivant la méthodologie de mise en œuvre. Les équipes et les CTSR ont travaillé sur l'élaboration du chronogramme pour la tenue des ateliers (planification des ateliers), les inventaires des besoins pour l'organisation, les conditions administratives ainsi que l'identification des participants issus des différents groupes socioprofessionnels aux ateliers de validation de l'état de lieux. Ils ont aussi été sensibilisés sur le processus d'élaboration du SPDP.

• *Organisation des ateliers*

Après l'élaboration de l'état de lieux départemental, les équipes ont présenté le document de synthèse pour le faire valider en atelier. Cette phase vise à créer un espace de débat privilégié réunissant les

institutions et personnes ressources qui seront porteuses de la mise en œuvre de la stratégie. L'objectif est d'enrichir les enseignements des expériences, d'approfondir les recommandations, de dessiner les axes d'une stratégie d'intervention partagée et de proposer un dispositif de suivi du processus.

Les ateliers se sont déroulés en deux temps tel que recommandé par la méthodologie : une journée de présentation et de débats sur le document provisoire d'état des lieux et une journée de réflexions stratégiques au niveau départemental et provincial. Il est question ici de mettre en évidence clairement les axes stratégiques forts, structurants et partagés pour la suite des interventions en matière d'aménagement agro-pastoral.

Les 04 sur 10 ateliers départementaux qui s'inscrivent dans le processus de la provincialisation de la SNDP ont été organisés par le consortium. Chacun des ateliers a réuni en moyenne 50 personnes (cf tab N°6) à cause du couplage de certains départements et de l'élargissement de la base des leaders à inviter. La composition des participants était représentative du département concerné, des services déconcentrés des ministères impliqués, des organisations professionnelles présentes, des institutions et des personnes ressources qui seront porteuses de la mise en œuvre de la stratégie.

Tableau N°6 : Statistique de participants aux ateliers départementaux de concertation

N°	Provinces	départements	Total participants	Nombre des hommes	Nombre de femmes
01	Wadi Fira	Am zoer	0	0	0
02		Kalait et Torbol	0	0	0
03	Ennedi	Téby	49	44	05
04	Ouest	Fada	69	56	13
Total			118	100	18

A.2.2 : Appuyer le processus d'élaboration, validation et de vulgarisation des conventions locales relatives à la gestion des réserves et autres espaces potentiellement conflictuels

Cette activité n'a pas été programmée sur la période rapportée.

A.2.3. Etude du système d'abreuvement avec citerne

Cette étude déjà en phase terminale a permis entre autres de faire des analyses et d'identifier les changements structurels provoqués par l'utilisation des citernes par un certain nombre d'éleveurs dans le système de conduite des troupeaux (la gestion des ouvrages hydrauliques, des pâturages et des parcours naturels).

Le contenu document élaboré servira donc d'un outil capable de contribuer à fournir une meilleure compréhension possible de la dynamique du système d'abreuvement avec citerne en lien avec les défis du changement climatique, des rapports sociaux et sa mise en perspective devra permettre d'initier un dialogue entre les éleveurs traditionnels et les utilisateurs que nous pourrions qualifier « d'éleveurs modernes ». Ainsi, la recherche d'une entente commune autour de solutions socialement durables dans la gestion des ressources est le but de cette étude.

Afin de permettre la mise en œuvre de cette activité, le projet a dû procéder de manière suivante :

- **Phase d'étude**

- Un état des lieux des pratiques pastorales avec citerne a été réalisé (Comment fonctionne-il ? Pourquoi en est-on venu à cette pratique ? Est-elle légale ? A-t-elle des équivalents en dehors du Tchad ? ...);
- L'identification des mécanismes de gestion traditionnelle des points d'eau pastoraux a été réalisé (par type de point d'eau) et leurs modalités d'accès en liaison avec les pâturages ;

- La réalité de l'application de ces règles de gestion a été mise en exergue et les différents acteurs ont été identifiés dans leurs rôles (Qui est responsable ? Comment les faire appliquer ? Y a-t-il des sanctions ?) ;
- Un état des lieux qualitatifs des éleveurs, des troupeaux (leur taille, leur constitution, etc.), de l'historique de la fréquentation des lieux, de la mobilité, de la gestion annuelle du troupeau, de son alimentation, de son abreuvement etc a été réalisé ;
- Une certaine compréhension de la vision des uns par rapport aux autres a été établie ainsi que leurs perspectives d'avenir ;
- Une analyse des forces et des faiblesses de ces pratiques et leur impact sur l'environnement a été relevée ;
- Un diagnostic de la perception des éleveurs par rapport à cette pratique a été fait ;
- Une cartographie des zones des parcours de ce système a été élaborée ;
- Un état des lieux des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles a été établi.

- **Phase de concertation**

Après que les résultats de l'étude aient été validés, les perspectives ci-dessous pour aboutir à l'établissement de 02 conventions locales sont envisagées :

- Faire des recommandations basées sur la gestion concertée des actions à mener ;
- Organiser des échanges entre les usagers et les autorités locales dans un esprit de gestion concertée des ressources naturelles ;
- Mettre en place des conventions locales.

R.3 : La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale

A.3.1 Etudes hydrogéologiques en vue de l'implantation de puits

Sachant que les provinces de l'Ennedi Est, l'Ennedi Ouest et du Wadi Fira sont composées de massifs montagneux constitués de roches éruptives et métamorphiques du socle précambrien, il a été prévu de procéder par une étude hydrogéologique en vue de permettre à ce que les ressources en eau souterraine soient localisées sous la forme de nappes pérennes d'extension limitée, contenues dans les dépôts alluvionnaires des vallées et reposant sur des niveaux argileux ou sur le socle. Cette activité a été réalisée grâce à la prestation de services d'un cabinet spécialisé mais à la charge de l'entreprise en charge de l'exécution desdits travaux.

Les résultats ont permis de confirmer la faisabilité géohydrologique des puits à réaliser par le projet et de procéder ainsi à la réalisation des forages de reconnaissance (cf rapport, Annexe 2).



Rapport Etude
géophysique

Par ailleurs, il a été aussi prévu une étude diagnostique des puits à réhabiliter et elle a été conduite par un cabinet spécialisé en génie civil dont les résultats ont permis d'identifier 10 puits défectueux sur la liste que les équipes des projets ont fournis, lesquels sont réhabilitables. Ces puits ont été identifiés lors des ateliers de concertation d'expression des besoins.

L'étude diagnostique elle-même a été conduite sur le terrain à travers la visite systématique de chaque puit et en se basant sur les observations visuelles ainsi que les séances d'entretien avec les usagers. Une liste exhaustive des pannes à réparer par ouvrage ainsi que les devis estimatifs pour leur réparation est fournie (cf rapport, Annexe 3).



Rapport Etude
diagnostique des pi

A.3.2 : Accompagnement des instances locales dans l'établissement des accords sociaux sur les sites prioritaires d'implantation de points d'eau et de tronçons des couloirs à baliser

Le plan de rattrapage réalisé en année 2 a permis d'aboutir au processus d'implantation des ouvrages prévus dans le cadre du projet grâce à des concertations multi-secteurs. C'est à ce titre que des plans d'aménagement provinciaux destinés à la sécurisation des parcours pastoraux ont été élaborés. Ces concertations doivent donc se poursuivre à une échelle plus petite (avec les ayant droit fonciers) afin d'établir des règles de gestion rationnelle des ressources. C'est dans cette optique que des rencontres ont été organisées dans chaque site avec les membres de la commission de concertation dans pour la tenue de l'AG afin de définir le statut et les droits d'usage de l'ouvrage, les principes de gestion, l'organe chargé de la gestion et ses fonctions.

En prélude aux activités devant aboutir à l'implantation des ouvrages, les premières étapes permettant d'aboutir aux accords sociaux ont été franchies par les équipes pour chaque site d'implantation des ouvrages. Il s'agit entre autres de :

- ✓ Etablissement des PV de consentement autour des sites des ouvrages ;
- ✓ La mise en place des commissions de concertation pour la définition des règles de gestion consensuelle et d'utilisation de l'espace concerné par l'aménagement ;
- ✓ La mise en place des comités de surveillance des ouvrages qui auront pour rôle de participer au suivi des travaux (vigilance et alerte).

L'intérêt de ce document est de démontrer que même les ayant droit foncier du site retenu et son espace concerné donnent leur accord afin qu'il accueille la réalisation dudit ouvrage. Ce qui évitera les cas de survenance des contestations au moment de l'implantation des chantiers, même si en réalité, le PV de consentement lui-même ne dispose pas d'un caractère juridique.

Au cours de la période concernée par ce rapport, on peut noter les appuis suivants :

- L'établissement de 29 procès-verbaux de consentement (15 puits, 6 aires de stationnement et 8 tronçons), gages de démarrage de travaux de construction de sécurisation des parcours, autrement dit la validation définitive des sites d'implantation ;
- La mise en place des commissions de concertations représentatives qui définiront le statut et les droits d'usage de l'ouvrage, les principes de gestion, l'organe chargé de la gestion et ses fonctions ;
- Au stade actuel, les différentes commissions ont bénéficié des appuis techniques et méthodologique en vue d'élaborer les textes de base qui vont régir la gestion des ouvrages pastoraux à leur disposition.

Notons qu'après ces précédentes étapes, d'autres rencontres sont prévues pour la validation du document accord social et sa vulgarisation au sein des usagers avec l'implication des autorités compétentes.

A.3.3 Construction/réhabilitation de puits pastoraux & A.3.4 Balisage/réhabilitation de couloirs et d'aires de stationnement

A travers ces activités (A.3.3 et A.3.4), le projet prévoit la construction des infrastructures pastorales pour la sécurisation de la mobilité pastorale et l'amélioration de l'accès à l'eau pour le bétail. Concernant la sécurisation et la facilitation de la mobilité pendant la transhumance, cent-cinquante (150) km de piste et six (06) aires de stationnement seront balisés. Pour améliorer l'accès à l'eau, quinze (15) ouvrages d'hydraulique pastorale (dont 05 puits neufs et 10 puits réhabiliter) seront réalisés dans le cadre de la présente action.

La démarche du PASTOR pour la réalisation de ces infrastructures est basée sur un important travail d'ingénierie sociale, qui à travers des concertations multi-acteurs doit faire naître des consensus dans

le choix des sites d'implantation de tous les ouvrages à réaliser. Ces concertations se font lors des ateliers organisés à différents niveaux : communal, puis départemental et enfin provincial.

A ce jour, tous les ateliers départementaux ont été organisés pour un taux de réalisation de 100%. Les acteurs ont dressé une liste de priorités pour chaque type d'infrastructure ou aménagement. C'est à l'issue de ces concertations, que toutes les zones d'implantation des ouvrages ont été identifiées (tab N°7). Par la suite, les sites d'implantation de chaque infrastructure ont été géo référencées et la signature des PV de consentement, des accords sociaux ou conventions locales ont eu lieu.

Tableau N°7 : Répartition des ouvrages à réaliser/réhabiliter par province et par département

Provinces	Départements	Puits neufs	Puits à réhabiliter	Couloir à baliser (km)	Aires de stationnement
Wadi-Fira	Dar Al Fawakih	01	00	50	02
	Dar Tama	01	00	70	03
	Iriba	00	03	00	00
Ennedi Est	Wadi Hawar	01	01	30	01
	Itou	00	01	00	00
	Amdjarass	00	02	00	00
Ennedi Ouest	Fada	01	02	00	00
	Mourtcha	01	01	00	00
Total par type d'ouvrages		05	10	150	06

A l'issu de ce travail qui a duré de novembre 2021 à janvier 2021 les processus de passation ont pu être engagés. Par ailleurs, la Commission européenne a décidé de déclarer une situation de crise en République du Tchad. Le recours à des procédures flexibles est autorisé lorsqu'il est dûment justifié et documenté conformément aux conditions générales du contrat de subvention. C'est ainsi que le consortium a fait recours aux procédures négociées pour la passation des marchés de réalisation de travaux de construction dans les Provinces du Wadi Fira, Ennedi Est et Ennedi Ouest conformément aux conditions générales du contrat de subvention.

Au total, huit entreprises ont été short listées pour recevoir les DAO (cf tab N°8) et seulement quatre entreprises ont répondu favorablement. Les critères de choix ont été basés sur leurs conformités administratives, leurs capacités techniques et financières. En effet, ces entreprises ont toutes réalisé des travaux similaires aux travaux du marché. Les critères d'éligibilité et de règles de nationalité sont respectées car ces entreprises sont toutes de nationalité tchadienne et ont mis en œuvre des travaux financés par le Gouvernement tchadien et autres partenaires. Elles ne sont pas visées par la situation de rejet telle que visée à la section 2.6.10.1 du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG 2016).

Tableau N°8 : Récapitulatif du processus de sélection

Taches	Périodes d'exécution
Lancement des DAO	04 mars 2021
Dépouillement des DAO	01 avril 2021
Contractualisation	26 mai 2021

Les résultats de l'évaluation de la conformité administrative, technique et financière et après les réunions de négociation se présentent comme suit :

- ✓ Lot 1 : Travaux de réalisation de cinq (05) puits pastoraux attribué à ECBG ;
- ✓ Lot 2 : Pose de balises sur 150 km de tronçons, 06 aires de stationnement attribué à EMAB.

Après la sélection des entreprises, un Bureau de Contrôle (BC) des travaux a été recruté. La sélection du BC s'est déroulée dans la même la période que celle des entreprises. Deux offres ont été reçues et analysées. C'est le cabinet Challenger Group Corporation (CGC) qui a été retenu pour assurer le contrôle des travaux.

La situation actuelle des ouvrages en cours de réalisation se dans le tableau N°9.

Tableau 9 : Etat d'avancement des travaux de construction des infrastructures pastorales.

Objet	Etat d'avancement à décembre 2022	Observations
Construction de 5 puits pastoraux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation des études géophysiques ; ▪ 03 puits sont en cours de fonçage et de cuvelage avec les profondeurs suivantes : Idéré dans le département de Dar Tama 15 mètres, Amzoer dans le département de Dar Al Fawaki 15 mètres, et celui du département de Wadi Hawar 12 mètres. Le taux de réalisation est ▪ Fin des travaux 21 janvier 2022 selon chronogramme actualisé. 	Suspension des travaux du 20/07/2021 au 28/09/2021 (2 mois) par l'entreprise à cause de la saison pluies et la venue des Ouadis ;
Construction et pose de 150 km de balises de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Remise des sites et démarrage de travaux : 13 juillet 2021 ; ▪ 1393 balises sont fabriquées sur les 1500 prévues, soit 92,86% et posé 32 sur 150 km soit 21,33% ; ▪ Fin des travaux 18 février 2022 selon chronogramme actualisée. 	Une demande d'avenant sur durée a été introduite à cause certains facteurs (pluviométrie, suspensions des travaux par les autorités...)
Réhabilitation de 10 puits*.	Réalisation des études diagnostiques des puits à réhabiliter et marché déjà attribués ;	En attente de démarrage des travaux à la fin du mois de janvier 2022

*le consortium a utilisé ses procédures pour attribuer le marché de réhabilitation des puits à cause de l'expiration délai d'utilisation des procédures flexible de l'UE.

A.3.4 Balisage/réhabilitation de couloirs et d'aires de stationnement

Même démarche que l'activité précédente (A3.3).

A.3.5. Appui au dispositif de la santé animale.

La finalité de cette activité est la formation et équipement des 30 auxiliaires vétérinaires mixtes qui sera fait sur la base du contenu du manuelle que l'équipe de IRED va élaborer à la suite des travaux de recherche qui sont en cours. Le processus n'ayant pas encore abouti sur l'élaboration du manuel de l'auxiliaire en pharmacopée traditionnelle en question, cette activité reste donc en attente et est programmée pour le premier trimestre de la quatrième année.

R4 : Une stratégie de sortie pour garantir la durabilité des ouvrages construits/réhabilités est mise en place

A.4.1 : Mise en place et formation des Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux (CGOP)

Cette activité n'a pas encore démarré.

A.4.2 : Formation/recyclage des artisans des Ouvrages Hydrauliques

Cette activité également a démarré par l'identification de 12 artisans réparateurs. C'est sur cette liste que l'équipe du consortium se basera pour les former en maintenance lorsque les travaux de réhabilitation des puits commenceront en 2022.

A.4.3: Initiation d'un réseau d'entretien

Cette activité n'a pas encore démarré.

En vous référant à la matrice-cadre logique à jour (voir le point 2.3 ci-dessous), veuillez commenter le degré de réalisation de tous les résultats sur la base de la valeur actuelle des indicateurs correspondants, de même que toutes les activités connexes exécutées pendant la période de référence.

RESULTAT 1 : Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation provinciale du développement pastoral dans une optique de gestion concertée des ressources naturelles, sont renforcées.

Tableau 10 : degré de réalisation du résultat 1 et activités connexes exécutées pendant l'année écoulée.

Indicateurs	Observations sur les indicateurs revus	Activités prévues	Niveau de réalisation et justification
Nombre d'acteurs (CPA, CDA, OP, leaders traditionnels) dont les capacités sont renforcées à travers des formations sur des politiques et stratégies de développement pastoral et partage d'expériences	RAS	Activité 1.1 : Atelier d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action R.1.1. : 100% Activité 1.2 : Ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale R.1.2. : 30%	Le niveau d'atteinte du résultat 1 est estimé à 70%
Nombre d'espaces de dialogue co-construits au niveau des aires protégées	RAS	Activité 1.3 : Sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation R.1.3. : 0%	
Nombre de leaders communautaires formés	RAS	Activité 1.4 : Analyse genre	
01 étude analyse genre réalisée		R.1.4. : 100%	

RESULTAT 2 : Des documents stratégiques et réglementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles sont élaborés.

Tableau 11 : degré de réalisation du résultat 2 et activités connexes exécutées pendant l'année écoulée

Indicateurs	Observations sur les indicateurs revus	Activités prévues	Niveau de réalisation et justification
3 documents de stratégie régionale de développement pastoral (SPDP) sont définis et validés en atelier multi-acteurs.	RAS	Activité 2.1 : Appui à l'élaboration d'une stratégie de développement pastoral par Province R.2.1. : 60%	Le niveau d'atteinte du résultat 2 est estimé à 14%
Nombre d'exemplaires imprimés du document de stratégie provinciale de développement pastoral (SPDP) et remis aux autorités régionales, aux services techniques et aux OPs			

Nombre de conventions locales régissant les règles de gestion des ressources naturelles (foncier agropastoral) élaborées, validées par l'ensemble des acteurs et approuvées par les autorités administratives et traditionnelles.	RAS	Activité 2.2 : Appuyer le processus d'élaboration, validation et de vulgarisation des conventions locales relatives à la gestion des réserves et autres espaces potentiellement conflictuels R.2.2. : 0%	
Etude du système d'abreuvement avec citerne	RAS	Activité 2.3 : Etude du système d'abreuvement avec citerne R.2.3. : 100%	

RESULTAT 3 : La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale.

Tableau 12 : degré de réalisation du résultat 3 et activités connexes exécutées pendant l'année écoulée

Indicateurs	Observations sur les indicateurs revus	Activités prévues	Niveau de réalisation et justification
Nombre des puits pastoraux neufs construits avec l'appui du PASTOR.	RAS	Activité 3.3.1: Construction de puits pastoraux R3.3.1: 0	Le niveau d'atteinte du résultat 3 est estimé à 20%
Nombre des puits pastoraux réhabilités avec l'appui du PASTOR.	RAS	Activité 3.3.2: Réhabilitation de puits pastoraux R3.3.2 : 0	
80% des ouvrages d'hydraulique pastorale aménagés ou réhabilités dans le cadre du PASTOR fonctionnels.	RAS	RAS	
Nombre de kilomètres de tronçons de couloirs de transhumance dans les zones de tension balisés selon les normes techniques de référence du MEPA.	RAS	Activité 3.4.1 : Balisage de couloirs de transhumance R3.4.2 : 32 km sur 150 km	
	RAS	Activité 3.4.2 : Aires de stationnement R3.4.2 : 0 aires sur 6	
Une étude sur la pharmacopée traditionnelle vétérinaire	RAS	R3.5.1 : 1	
Un manuel des auxiliaires en pharmacopée traditionnelle.	RAS	R3.5.2 : 0	
Nombre d'auxiliaires mixtes formés et doté en kits en partenariat avec le PREPAS.	RAS	R3.5.3 : 0	

RESULTAT 4 : Une stratégie de sortie pour garantir la durabilité des ouvrages construits/réhabilités est mise en place

Tableau 13 : degré de réalisation du résultat 4 et activités connexes exécutées pendant l'année écoulée

Indicateurs	Observations sur les indicateurs revus	Activités prévues	Niveau de réalisation et justification
Nombre des comités de gestion des infrastructures pastorales mis sur place et formés	RAS	Activité 4.1 : Mise en place et formation des Comités de Gestion des Ouvrages Pastoraux (CGOP) R.4.1 : 0	Le niveau d'atteinte du résultat 4 est estimé à 0%
Nombre artisans réparateurs des ouvrages hydrauliques sont formés et dotés des kits.	RAS	Activité 4.2 Formation/recyclage des artisans des Ouvrages Hydrauliques R.4.2 : 0	
Nombre de réseaux d'artisans réparateurs des ouvrages hydrauliques mis en place	RAS	Activité 4.3 : Initiation d'un réseau d'entretien R.4.3 : 0	

2.3. Matrice-cadre logique à jour

Présentez une version à jour de la matrice-cadre logique, en mettant en évidence les changements éventuellement introduits.

Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence (Etude de Base)	Valeur actuelle	Cibles			Sources et moyens de vérification	Hypothèses
				A1	A2	A3		
		Année de référence	Date de référence	A1	A2	A3	A4	
	Contribuer à la promotion d'une utilisation concertée et durable des ressources pastorales au Tchad en prenant en compte les besoins des populations locales, renforçant leur résilience face aux changements climatiques en zones pastorales et agro-pastorales, créant des emplois notamment pour la jeunesse, et réduisant ainsi leur pauvreté.	0					50%	Les conditions climatiques favorables à la mise en œuvre de l'action Les conditions sécuritaires, politiques et sociales dans les régions sont favorables au bon déroulement de l'action Les conventions locales de gestion des ressources sont appliquées et respectées
Objectif général :		0 à mesurer					moins 50%	Rapport d'enquête sur les conflits graves Enquête post-formation
		0					30	
Objectif spécifique :	Les ressources agro-pastorales sont gérées durablement dans les zones frontalières du Tchad oriental (Ennedi Est, Ennedi Ouest et Wadi Fira).	0						Tous les acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre du projet, en particulier les autorités régionales et locales, ainsi que les services techniques déconcentrés, peuvent assurer leurs fonctions de manière effective Les bénéficiaires du projet sont motivés et se mobilisent activement
		0					A définir après élaboration des conventions	Fiches de suivi des puits réalisés et fonctionnel Rapports d'activités Fiches d'enregistrement des conventions locales validées dans le cadre du PASTOR Fiches de suivi des ouvrages réalisés et

	Proportion des ouvrages hydrauliques pastoraux gérés durablement en zones ciblées	0						80%	fonctionnel	pour la réussite des activités afin d'atteindre les résultats escomptés
Extrants	Extrant 1. Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation provinciale développement pastoral dans une optique de gestion des ressources naturelles, sont renforcées	Extr. 1.1 -Nombre d'acteurs (CPA, CDA, OP, leaders traditionnels) dont les capacités sont renforcées à travers des formations sur des politiques et stratégies de développement pastoral et partage d'expériences	Non disponible (2019)					3 CPA, 17 CDA et 20 CLA formées (2022)	Rapports formation	Les comités des actions (CDA et CLA) ne sont pas mis en place ; La plupart des autorités sont nouvellement nommées et brillent par leur absence sur le terrain
		Extr. 1.2 - Nombre d'espaces de dialogue co-construits au niveau des aires protégées	Non disponible (2019)					61 comités créés et personnes formées (2022)	PV de mise en place des comités de gestion	Absence de troubles politiques et sociaux ou conflit violent restreignant les opérations du Projet
		Extr. 1.3 Nombre de leaders communautaires formés	Non disponible (2019)					186 personnes formées (2022)	Rapports formation	Collaboration effective des gestionnaires de réserves (RNCE et RFOROA)
		Extr. 1.4 Réalisation d'étude d'analyse genre					1	1		

<p>Extrant. 2. Des documents stratégiques réglementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles élaborés</p>	<p>Extr. 2.1 3 documents de stratégie régionale de développement pastoral (SPDP) sont définis et validés en atelier multi-acteurs.</p> <p>Extr. 2 Nombre d'exemplaires imprimés du document de stratégie provinciale de développement pastoral (SPDP) et remis aux autorités régionales, aux services techniques et aux OPs</p> <p>Extr. 2 Nombre d'accords sociaux accompagnés et formalisés et vulgarisés pour l'implantation des ouvrages et les ballisages</p> <p>Extr. 2 Nombre de conventions locales régissant les règles de gestion des ressources naturelles (foncier agropastoral) élaborées, validées par l'ensemble des acteurs et approuvées par les autorités administratives et traditionnelles.</p> <p>Extr. 2 Etude du système d'abreuvement avec citerne</p>	0	3			3 documents (2022)	<p>Rapports des activités et/ou PV de validation et remise de la SPDP</p> <p>PV atelier validation des accords sociaux</p> <p>PV atelier validation des conventions</p> <p>Rapport de l'étude</p>	<p>La plupart des autorités sont nouvellement nommées et brillent par leur absence sur le terrain</p> <p>Absence de troubles politiques et sociaux ou conflit violent restreignant les opérations du Projet</p> <p>Collaboration effective des différentes entités de l'Etat et des autorités traditionnelles et partenaires (APN et SCF)</p>
		0				150		
		0				2		
		0	ND			10		
		ND			1			
<p>Extrant. 3. : La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale</p>	<p>Extr. 3.1 Nombre des puits pastoraux neufs construits avec l'appui du PASTOR.</p> <p>Extr. 3. Nombre des puits pastoraux réhabilités avec l'appui du PASTOR.</p>	ND				5 nouveaux puits (2022)	<p>PV de réception puits/accords sociaux</p> <p>PV de réception puits réhabilités /accords sociaux</p>	<p>- Absence de troubles politiques et sociaux ou conflit violent restreignant les opérations du Projet</p> <p>Intégration et collaboration effective des différentes entités de l'Etat et des autorités</p>
		ND			10 réhabilités (2022)			

											traditionnelles.
	Extr. 3.- % des ouvrages d'hydraulique pastorale aménagés ou réhabilités dans le cadre du PASTOR fonctionnels.	ND									Forte motivation des agriculteurs et des éleveurs ;
	Extr. 3. Nombre de kilomètres de tronçons de couloirs de transhumance dans les zones de tension balisées selon les normes techniques de référence du MEPA.	ND	32						80% des ouvrages réalisés sont fonctionnels	Résultat d'analyse de la fonctionnalité des ouvrages	PV de réception
	Extr. 3.- Nombre d'aires de stationnement du bétail transhumant balisées selon les normes techniques de référence du MEPA.	ND							150 km de couloirs de transhumance balisés (2022)		
	Extr. 3. Une étude sur la pharmacopée traditionnelle vétérinaire	ND	1								
	Extr. 3. un manuel des auxiliaires en pharmacopée traditionnelle,	ND							6 aires de stationnement (2022)		
	Extr. 3. nombre d'auxiliaires mixtes formés et dotés en kits en partenariat avec le PREPAS.	ND							30 d'auxiliaires mixtes formés et dotés en kits en partenariat		

							t avec le PREPAS	
	<p>Extrant. 4 Une stratégie de sortie pour garantir la durabilité des ouvrages construits/réhabilités est mise en place.</p>	<p>Extr. 4-1 Nombre des comités de gestion des infrastructures pastorales mis sur place et formés</p> <p>Extr. 4.2 Nombre artisans réparateurs des ouvrages hydrauliques sont formés et dotés des kits.</p> <p>Extr. 4.3 Nombre de réseaux d'artisans réparateurs des ouvrages hydrauliques mis en place</p>	<p>ND</p> <p>0 réseau d'artisans réparateurs (2019)</p>			<p>12 artisans réparateurs formés et dotés des kits.</p> <p>1 réseau mis en place dans l'espace Est Nord</p>	<p>Rapport de formation et PV d'octroi des kits</p> <p>Procès-verbaux de constitution</p>	

Veillez énumérer tous les marchés (travaux, fournitures, services) de plus de 60 000 EUR attribués pour la mise en œuvre de l'action pendant la période de référence, en indiquant, pour chacun d'eux, le montant, le nom du titulaire et en fournissant une brève description de la manière dont il a été sélectionné.

Au cours de cette période, plusieurs marchés de plus de 60 000 EUR ont été attribués dans le cadre de construction et du suivi des ouvrages pastoraux prévus par l'action. Il s'agit de :

1°) construction des 05 puits neufs attribuée à l'Entreprise EMAB à travers un contrat portant le montant de 474,083 EUR. La procédure utilisée était celle de l'Union Européenne, appelée mesure flexible ou procédure négociée. Elle a été autorisée dans le cadre de l'exception dont bénéficie le pays compte tenu du contexte particulier ;

2°) balisage de 150km de couloirs de transhumance attribuée à l'Entreprise ECGB dont le montant est de 222,112.88 EUR utilisant la procédure négociée de passation de marché de l'UE.

3°) le suivi de tous les chantiers en cours de réalisation y compris une étude diagnostic des puits à réhabiliter dont le montant s'élève à 86,286.14 EUR suivant la procédure négociée de l'UE.

2.3. Veuillez fournir un plan d'action mis à jour pour les futures activités du projet³

Résultats	Activités	Année 4								
		Semestre 7					Semestre 8 (NCE)			
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
R1/ Les capacités des acteurs, notamment dans l'animation provinciale du développement pastoral dans une optique de gestion concertée des ressources naturelles, sont renforcées	Activité 1.1 : Ateliers d'information et de sensibilisation des groupes cibles sur l'action									
	Activité 1.2 : Ateliers de renforcement des capacités des acteurs locaux sur la connaissance de la SNDP, les textes réglementant l'élevage, la gestion des ressources naturelles et en ingénierie sociale									
	Activité 1.3 : Sensibilisation et formation des éleveurs sur les enjeux de la conservation									
	Activité 1.4 : Réalisation des analyses genres									
R2/Des documents et stratégies réglementaires relatifs au développement pastoral et à la gestion concertée des ressources naturelles sont élaborés	Activité 2.1 : Appui à l'élaboration d'une stratégie de développement pastoral par Province									
	Activité 2.2 : Appuyer le processus d'élaboration, validation et de vulgarisation des conventions locales relatives à la gestion des réserves et autres espaces potentiellement conflictuels									
	Activité 2.3 : Etude du système d'abreuvement avec citerne									
R3/ La mobilité pastorale est sécurisée grâce à des aménagements et une amélioration de la santé animale	Activité 3.1 : Etudes hydrogéologiques en vue de l'implantation de puits									
	Activité 3.2 Accompagnement des instances locales dans l'établissement des accords sociaux sur les sites prioritaires d'implantation de points d'eau et de tronçons des couloirs à baliser									
	Activité 3.3 : Construction/réhabilitation de puits pastoraux									
	Activité 3.4 : Ballisage/réhabilitation de couloirs et d'aires de stationnement									
	Activité 3.5 : Appui au dispositif de la santé animale									
R4/Une stratégie de sortie pour garantir la durabilité des ouvrages construits/rehabilités est mise en place	Activité 4.1 : Mise en place et formation des Comités de Gestion des Ouvrages d'Hydraulique Pastorale (CGOHP)									
	Activité 4.2 : Formation/recyclage des artisans des Ouvrages Hydrauliques									
	Activité 4.3 : Initiation d'un réseau d'entretien									
Suivi										

³ Ce plan couvrira la période financière se situant entre le rapport intermédiaire et le prochain rapport.

3. Bénéficiaires/entités affiliées et autre coopération

3.1. Comment évaluez-vous les relations entre les bénéficiaires/entités affiliées de ce contrat de subvention (c.-à-d. ceux qui ont signé le mandat du coordinateur ou la déclaration des entités affiliées) ? Veuillez fournir des informations spécifiques pour chaque bénéficiaire/entité affiliée

Durant cette période de rapportage, nous notons un bon niveau de collaboration entre les différentes parties et l'équipe du projet reposant d'une part sur les textes de contrat liant CARE et l'Ordonnateur National /UE, et d'autre part sur la convention de partenariat entre les membres du consortium et CARE et le document du projet PADEP.

Aussi, il est noté de manière générale un bon fonctionnement du partenariat dans la mise en œuvre de l'action du projet. Ce plan d'action prévoit l'implication de CARE, APIDEL BAPE et IRED dans toutes les activités du projet. Cette implication est accompagnée de renforcement des capacités sur le genre et la résilience/changement climatique approches transversales de CARE dans ce projet. Il faut noter que CARE en tant que lead continue à renforcer les capacités de ses partenaires dans les procédures de finance, logistique et ressources humaines. Ce renforcement se fait par le suivi mais aussi des formations réalisées sur ces aspects. Ce qui fait que le partenariat fonctionne bien.

Néanmoins, il a été observé un retard répétitif dans la mise en œuvre des activités avec le partenaire IRED dus à la lenteur des services supports de ce partenaire notamment dans l'accompagnement de l'assistant au chef de projet dans l'exécution des chronogrammes mais aussi dans la transmission des documents tels les pièces justificatives et même les rapports d'activités. Un suivi par le directeur pays de CARE international au Tchad avec le directeur de l'IRED a été mis en place afin de palier à ces retards avec un succès relatif.

Les relations entre les bénéficiaires/entités affiliées sont bonnes et participent à une plus grande collaboration et d'échanges d'expériences. Ces bénéficiaires/entités affiliées développent de plus en plus de mécanismes ou stratégies d'intervention sur la base d'une synergie et complémentarité active. C'est ainsi que, les rencontres du comité technique et du comité de pilotage d'encourager au sein du consortium PADEP, l'apprentissage, la collaboration et les liens entre les partenaires et les principaux intervenants afin de faciliter ensuite la coordination et améliorer la qualité des activités.

3.2. Comment évaluez-vous les relations entre votre organisation et les autorités publiques dans les pays de l'action ? Comment ces relations ont-elles affecté l'action ?

Durant l'année actuelle de rapportage, lors de la mise en œuvre du PASTOR Est-Nord, les autorités administratives, traditionnelles et les services déconcentrés de l'Etat sont impliqués à différents niveaux. Les CPA des trois provinces, les STD et les DPE, constituent des espaces privilégiés pour partager les informations.

Ainsi, les autorités provinciales ont également marqué leur engagement pour le soutien de l'action à travers leur participation aux différentes cérémonies de lancement officiel du projet. Tandis que, les instances de planification (CPA, CDA, CLA), les STD ainsi que les autorités traditionnelles et religieuses ont exprimé leur engagement à soutenir la mise en œuvre du projet PASTOR Est-Nord dans la mobilisation communautaire et font même un plaidoyer au niveau local en matière de développement socioéconomique.

3.3 Le cas échéant, décrivez vos relations avec toute autre organisation prenant part à la mise en œuvre de l'action :

- Associé(s) (si existant)

Non applicable

- Relation avec autres organisations prenant part à la mise en œuvre du projet

- Contractant(s) (si existant)

Non applicable

- Bénéficiaires finaux et groupes cibles

Le projet entretient des bonnes relations avec les bénéficiaires finaux tels que les éleveurs, les agriculteurs, les services techniques déconcentrés de l'Etat, les autorités administratives et traditionnelles ainsi que les comités d'actions (CPA, CDA et CLA) au cours de cette période. Ces relations ont été établies pendant les rencontres de sensibilisation et de présentation du programme PASTOR et du projet PADEP.

- **Autres tiers concernés (incluant les autres donateurs, autres agences gouvernementales ou unités gouvernementales locales, ONG, etc.).**

L'équipe du projet a travaillé avec les acteurs intervenants dans la zone tels que PREPAS, APN, GERTS, POROA et APEF afin de créer la synergie et de complémentarité dans la mise en œuvre de ce projet.

Le projet PASTOR Est-Nord participe régulièrement au Comité de Suivi Opérationnel (CSO) organisé par la coordination nationale du PASTOR. Le CSO se réunit trimestriellement en session ordinaire pour assurer le suivi technique, administratif et financier du programme et donne des bonnes orientations au projet et les échanges avec les autres consortia pour l'efficacité de la mise en œuvre (économie de temps et des ressources). Le projet reçoit en temps plein l'appui des ATP qui assurent l'interface entre les provinces et la cellule de coordination à travers des rencontres de travail et de missions communes, les STD notamment la DPE impliqués dans la mise en œuvre pour le suivi Programme constitue un gage de réussite. Des missions de supervisons ont été régulièrement effectuées dans les trois provinces par le chef de mission de l'assistance technique du PASTOR.

3.4. Le cas échéant, décrivez les liens et les synergies que vous avez mis en place avec d'autres actions.

CARE a travaillé en synergie avec d'autres actions en cours d'exécution dans la zone d'intervention du projet telles que le projet de résilience dans le département de Biltine et Guéréda mis en œuvre avec le partenaire BAPE.

4.5. Si votre organisation a reçu précédemment d'autres subventions de l'UE ayant comme objectif d'appuyer le même groupe cible, dans quelle mesure cette action a-t-elle pu renforcer/compléter la/les précédente(s) ? (Énumérez toutes les subventions antérieures de l'UE pertinentes).

CARE international porteur de ce projet a eu des expériences avec l'union européenne partout dans le pays et particulièrement à l'Est dans la province de Wadi-Fira. Ces projets avaient pour objectifs le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience des agriculteurs et agropasteurs vulnérables. On peut citer entre autres :

- Intitulé du projet : Programme de Protection de l'Environnement Agropastoral à l'Est de Wadi-Fira (autour des camps des réfugiés) mis en œuvre dans les départements de DAR TAMA et de KOBE (dans la région du Wadi-Fira) du 01 novembre 2010 au 31 octobre 2012 ;
- Intitulé du projet : Renforcement de la filière maraîchère pour une existence durable dans le Wadi-Fira (REMEDI-WF) dans le Département de Biltine (Région du Wadi-Fira) du 20/01/2014 – 20/01/2016 ;
- Intitulé du projet : FACER « Femmes, Adaptation au Changement Climatique, Eau et Résilience » dans la région sahélienne du Wadi-Fira dans le Département de Biltine (Région de Wadi-Fira) du 01/02/2015 – 30/11/2017 ;
- Intitulé du projet : Résilience et Adaptation aux variabilités climatiques pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans les régions du Ouaddaï, Guéra et Wadi-Fira du 1er janvier 2017-30 juin 2019.

4. Visibilité

Comment la visibilité de la contribution de l'UE est-elle assurée dans l'action ?

La visibilité du cofinancement de l'Union européenne a été promue de façon transversale dans toutes les opérations du projet. CARE et ses partenaires membres du consortium engagés dans la mise en œuvre du projet ont adopté et mis en œuvre un plan de visibilité qui est en cours de réalisation. Les logos des bailleurs ont été utilisés pour toutes les correspondances et tous les documents élaborés

dans le cadre du projet ainsi que les présentations PowerPoint ; étiquettes autocollantes avec mention visible du cofinancement de l'UE utilisées sur les véhicules, les motos, les ordinateurs, les mobiliers et sur les portes des bureaux utilisés dans le cadre du projet.

Une deuxième vague de matériels de visibilité sous forme de Tee-shirts, polos, casquettes, gilets, kakémono et des blocs notes avec les logos des bailleurs ont été confectionnés et distribués aux staffs et aux différents partenaires dans la zone du projet.

Une vingtaine de panneaux de visibilité avec les logos de bailleurs a aussi été installée dans les différentes localités du projet.

La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet d'Europe Aïd ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Le consortium n'a pas des objections quant à la publication sur le site Internet d'Europe Aïd des résultats des actions de ce projet.

Nom de la personne de contact pour l'action :

Dr. Andrea Barschdorf-Hager, CEO CARE Autriche

Signature :

Lieu : ...

Échéance prévue du rapport : 31/01/2022

Date d'envoi du rapport : 29/01/2022

